

**BANGLADESH : FICHE PAYS – MARS 2023**



Catégorie OCDE (2022) : 5/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB-/Ba3/BB-

Monnaie locale : Taka (TK) / Régime de change : flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -

**FORCES**

- Croissance dynamique
- Soutien financier international
- Main d'œuvre bon marché et de qualité

**FAIBLESSES**

- Economie peu diversifiée
- Fragilité du secteur bancaire
- Vulnérabilité au changement climatique
- Pauvreté, tensions ethniques

**SYNTHÈSE :**

Evolution des risques : stable

**Environnement macroéconomique et financier :**

- **Vulnérabilité de la croissance** : Après une croissance prévue à +7,2% pour l'exercice budgétaire 2022 (juillet 2021-juin 2022), l'activité devrait ralentir en 2023 (autour de 6%). La diminution prévue de la croissance de la demande en provenance des pays développés devrait affecter les exportations de l'industrie de l'habillement (près de 90% des exportations). La détérioration prévue du marché de l'emploi, ainsi que l'inflation élevée devraient réduire le pouvoir d'achat des ménages et conduire la banque centrale à poursuivre la hausse des taux. La politique budgétaire resterait en revanche expansionniste à l'approche des élections générales prévues en janvier 2024.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : le déficit public devrait augmenter, prévu à 5,5% du PIB en 2023 dans un contexte de poursuite de dépenses de soutien au pouvoir d'achat et à l'activité, tandis que les recettes demeurent structurellement faibles (<10% du PIB). La hausse de la dette publique se poursuit, mais demeure modérée (39% du PIB en 2022). Sa part externe, détenue majoritairement par les prêteurs multi et bilatéraux à des conditions concessionnelles limite par ailleurs le risque de défaut de paiement souverain. Le pays bénéficie par ailleurs des 2 lignes de crédit auprès du FMI à hauteur de 4,7 Mds d'USD.
- **Vulnérabilité extérieure** : Le déficit du solde courant devrait rester élevé en 2023 (prévu autour de 3,8% du PIB), tiré par des prix soutenus des matières premières importés (pétrole en particulier), tandis que les exportations devraient être affectées par la faiblesse de la demande externe. Les réserves de change sont par ailleurs en baisse (estimées à environ 3,5 mois d'importations) face à la hausse du coût des importations et aux interventions de la banque centrale pour soutenir la monnaie locale (qui a eu tendance à se déprécier face au dollar, près de 20% depuis le début d'année). Les réserves demeurent cependant suffisantes pour couvrir les besoins de financement extérieur y compris le remboursement de la dette externe. Le risque de surendettement du pays est considéré faible par le FMI.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le système bancaire présente des faiblesses. Les banques publiques, en particulier, affichent un niveau des prêts non performants et un ratio de fonds propres moins bons que ceux de l'ensemble du secteur.

**Environnement politique et gouvernance :**

- **Stabilité socio-politique** : Le parti au pouvoir, la ligue Awami (AL), est donné favori pour remporter un 4<sup>ème</sup> mandat lors des élections générales de janvier 2024. La première ministre, Sheikh Hasina, devrait ainsi être reconduite à la tête du pays. Le risque social demeure important compte tenu de la dégradation des conditions de vie de la population face à la hausse de l'inflation et de la pauvreté post-Covid, ainsi que la précarité du marché du travail.
- **Climat des affaires** : Les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale soulignent quelques faiblesses notamment en matière d'efficacité du gouvernement et de qualité de la réglementation qui pèsent sur le climat des affaires local. La perception de la corruption est par ailleurs élevée à 147<sup>ème</sup> place sur 180 pays, selon Transparency International.

**Environnement et politique du climat :**

- **Vulnérabilité climatique** : Le Bangladesh est très vulnérable aux catastrophes naturelles et des dépenses d'investissements comprises entre 3% et 4% du PIB par an seraient nécessaires pour atténuer les impacts liés au changement climatique, selon le FMI. Signataire des accords de Paris, le gouvernement a par ailleurs adopté le « Bangladesh Delta Plan 2100 », un plan stratégique sur 100 ans visant à assurer la sécurité hydrique et alimentaire à long terme, ainsi qu'à renforcer la résilience du pays face au changement climatique.

**STRUCTURE DES ÉCHANGES**

**Principaux produits échangés**

Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)

Exportations		Importations	
Vêtements (tissus à maille)	45,1%	Coton	11,7%
Vêtements autres qu'en maille	40,2%	Machines, appareils méc.	10,5%
Autres articles textiles	2,6%	Combustibles	9,1%
Chaussures	2,4%	Machines, appareils élect.	6,7%
Fils, jutes, textiles	1,8%	Débris, pdts laminés (fer, fonte, acier)	4,8%

Source: Cnucead

**Principaux partenaires commerciaux + France**

Part moyenne des échanges de marchandises 2011-2015 (% du total)

Exportations		Importations	
Etats-Unis d'Amérique	20,9%	Chine	17,2%
Allemagne	14,8%	Inde	11,6%
Royaume-Uni	9,9%	Singapour	6,7%
France	5,8%	Indonésie	5,0%
Espagne	4,7%	France (33ème)	0,4%

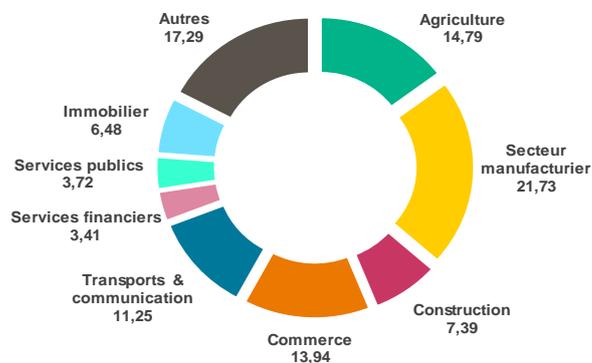


## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

BANGLADESH	FY 2018	FY 2019	FY 2020	FY 2021	FY 2022 (p)	FY 2023(p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>						
PIB (Mds USD, courant)	321	351	374	416	461	485
<i>Rang PIB mondial</i>	45	43	42	42	41	40
Population (Mns)	161,4	163,0	164,7	166,7	168,5	170,3
<i>Rang Population mondiale</i>	8	8	8	8	8	8
PIB / habitant (USD)	1 992	2 154	2 270	2 498	2 734	2 847
Croissance PIB (%)	7,3	7,9	3,4	6,9	7,2	5,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	5,8	5,5	5,6	5,6	6,2	9,1
Part exportations manufacturées (% total exp.)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>						
Dette publique (% PIB)	30,0	32,0	34,5	35,6	39,0	42,1
Solde public (% PIB)	-4,1	-5,4	-4,8	-3,6	-5,1	-5,5
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	18,1	19,0	21,1	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>						
Solde courant (% du PIB)	-3,0%	-1,3%	-1,5%	-1,1%	-4,1%	-3,8%
IDE (% du PIB)	0,7%	0,5%	0,4%	0,3%	0,6%	0,7%
Réserves (en mois d'importation B&S)	6,4	6,7	10,1	6,9	7,9	6,8
Dette extérieure totale (% PIB)	20%	19,8%	18,4%	19,6%	22,4%	25%
Dette extérieure CT (% PIB)	2,8%	2,8%	2,9%	NA	NA	NA
Taux de change	83,9	84,9	84,8	85,8	92,7	NA
<b>SYSTÈME BANCAIRE</b>						
Fonds propres / actifs pondérés	10,5	11,6	11,6	11,1	NA	NA
Taux de NPL	9,9	8,9	7,7	8,0	NA	NA
ROE	NA	7,8	5,0	5,0	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)	180	176	175	172	NA	NA
Rang doing business (190 pays)	176	168	NA	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) <sup>a</sup>	128	123	123	123	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	155	156	153	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) <sup>c</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions Sources: FMI (Weo octobre 2022), \*Banque Mondiale, \*\*Oxford Economics  
a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Bangladesh: part des secteurs dans le PIB (%)





## 1. SITUATION ECONOMIQUE

### • Ralentissement de l'activité en 2023

Pour l'exercice budgétaire FY 2022 (terminé en juin 2022), la croissance s'élève à 7,2% (contre 6,9% pour 2021). L'activité a bénéficié du dynamisme de la demande externe et de la consommation privée, favorisée notamment par les transferts des fonds des travailleurs expatriés.

Pour l'exercice budgétaire en cours (FY 2023), le FMI prévoit un ralentissement de l'activité à 5,5%<sup>1</sup>. La hausse de l'inflation aux Etats-Unis et en Europe (1<sup>er</sup> marché à l'export du pays) affecte le pouvoir d'achat des ménages occidentaux et contraint les grandes enseignes de l'habillement à réduire leurs commandes auprès de l'industrie vestimentaire du Bangladesh<sup>2</sup> (2<sup>ème</sup> exportateur des vêtements au monde).

Dans ce contexte, la consommation des ménages pourrait pâtir de la détérioration du marché de l'emploi et de la hausse de l'inflation (carburants et produits alimentaires). La consommation restera par ailleurs dépendante des transferts de fonds d'expatriés (environ 6% du PIB) en provenance des pays du Golfe, dont les perspectives restent globalement positives, malgré un ralentissement prévu de l'activité.

Les dépenses publiques, d'investissement et de soutien à la consommation (subvention au prix alimentaires notamment), devraient se poursuivre et soutenir l'activité.

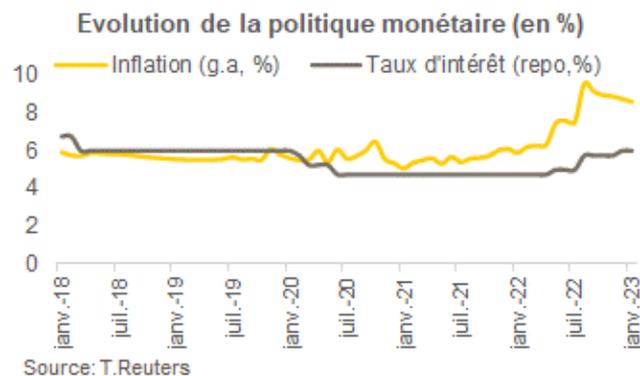
### • Durcissement monétaire initié en 2022

Face à la hausse de l'inflation depuis début 2022 et la dépréciation de la monnaie locale, la banque centrale du Bangladesh a été amenée à rehausser son taux directeur (repo) de 125 pbs à 6% en janvier 2023.

Après avoir atteint un pic à 9,5% en g.a. en août 2022 (soit son niveau le plus élevé depuis novembre 2011), l'inflation diminue doucement et atteint 8,5% en janvier 2023. Son niveau demeure cependant supérieur à la cible de la banque centrale à 7,5% pour l'exercice budgétaire en cours (se terminant en juin 2023), contre une cible à 5,6% lors de l'exercice précédent.

Les pressions inflationnistes sont susceptibles de perdurer, tirées par les prix soutenus des matières premières (pétrole, aliments), bien que prévus plus modérées qu'en 2022.

Dans ce contexte, la banque centrale devrait maintenir son taux directeur à un niveau élevé afin de lutter contre l'inflation et éviter une dépréciation plus importante du taka par rapport au dollar. Des nouvelles hausses du taux seraient par ailleurs envisagées pouvant porter le repo entre 6,50% et 6,75% en 2023.



### • Une économie peu diversifiée

Le Bangladesh concentrerait la 2<sup>ème</sup> industrie de l'habillement au monde, après la Chine, grâce à sa main d'œuvre bon marché et de qualité. Les autres secteurs d'activité seraient en revanche peu développés et cette absence de diversification de l'économie rend le pays particulièrement vulnérable aux variations de la demande extérieure et aux prix des matières premières (le coton en particulier). Le secteur agricole pâtit d'un sous-investissement et est soumis aux aléas climatiques. Une diversification du secteur industriel semble ainsi nécessaire pour assurer une croissance pérenne. Dans ce contexte, le gouvernement a mis en place des politiques visant à favoriser les IDE, qui malgré leur augmentation continue restent faibles (inférieurs à 1% du PIB en moyenne par an<sup>3</sup>).

### • Le secteur bancaire public fragile

Les performances du secteur bancaire ainsi que la gouvernance demeurent relativement faibles et en particulier au sein des banques publiques.

Les prêts non performants des banques du secteur public seraient en hausse à 8,5% fin mars 2022 (7,9% fin 2021), contre 5,8% pour les banques privées. Le ratio d'adéquation des fonds propres (CAR) du secteur bancaire s'élèverait à 11,4% (mars 2022), contre 6,8% pour les banques publiques.

L'agence Fitch estime par ailleurs que le secteur bancaire publique pourrait représenter une source de passif éventuel pour l'Etat en cas de dégradation des actifs bancaires.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

### • Le déficit public devrait progresser en 2023

Le déficit public devrait augmenter, prévu à 5,5% du PIB en 2023 (contre 5,1% du PIB en 2022). Cette dégradation est liée d'une part, à la faiblesse structurelle des revenus de l'Etat (inférieurs à 10% du PIB) et à la

<sup>1</sup> Source : FMI (février 2023).

<sup>2</sup> [Pourquoi le Bangladesh croule sous des piles de vêtements neufs | Les Echos](#)

<sup>3</sup> Le Bangladesh envisage par ailleurs de devenir un pays à revenu intermédiaire d'ici 2031, selon la classification de la Banque Mondiale. Une croissance plus robuste de l'activité serait ainsi nécessaire.



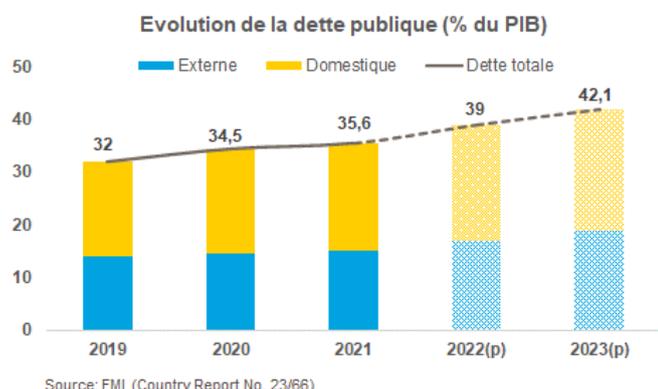
hausse des dépenses sociales, de soutien au pouvoir d'achat des ménages, nécessaires face à la hausse de l'inflation et difficile à être remis en cause à l'approche du scrutin électoral de janvier 2024.

**Face à la faiblesse des recettes publiques et dans le cadre des programmes du FMI en cours<sup>4</sup>, des réformes en vue de l'augmentation des revenus de l'Etat sont cependant envisagées.** Il s'agirait notamment de revoir les exonérations fiscales en vigueur, réduire les subventions, décomplexifier la structure des taux d'imposition, élargir l'assiette fiscale, déplacer la charge fiscale qui pèse sur le commerce vers l'impôt sur les revenus et la valeur ajoutée. Parmi les objectifs chiffrés avec le FMI, le pays s'engagerait à augmenter les recettes fiscales de 1,7% du PIB à l'horizon 2026<sup>5</sup>.

**Le creusement prévu du déficit devrait cependant contribuer à la hausse de la dette publique à court terme.**

- **La dette publique reste modérée**

**La dette publique (y compris celle garantie par l'Etat) est prévue à 39% du PIB en 2022, selon le FMI.** Elle augmente régulièrement compte tenu de la présence d'un déficit public persistant, mais reste globalement modéré (Cf. graphique ci-dessous). Il s'agit de dette majoritairement domestique (environ 56% du total en 2021). Sa part externe, détenue majoritairement par les prêteurs multi et bilatéraux (Cf. Position extérieure) à des conditions concessionnelles limite le risque de défaut de paiement.



### 3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Le déficit courant resterait élevé en 2023**

**Les exportations du pays sont peu diversifiées.** Le textile (vêtements à maille, autres vêtements, fils, jutes) représente **en moyenne près de 90% des exportations** entre 2017 et 2021. Le pays est fortement **exposé à la demande en provenance des pays européens, de l'Allemagne en particulier** (qui absorbe en moyenne près de 15% des exportations), **ainsi que des Etats-Unis** (près de 21% de exportations). Le Bangladesh

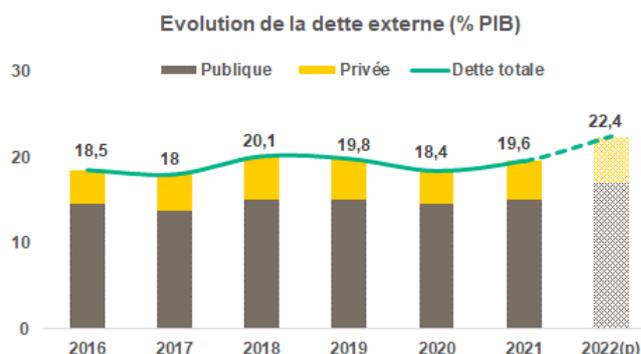
importe principalement du coton (1<sup>er</sup> poste d'importations).

**Après le creusement du déficit courant en 2022 à 4,1% du PIB** (contre -1,1% du PIB en 2021) dans un contexte de hausse des prix des matières premières, **le déficit devrait rester élevé en 2023** (prévu à 3,8% du PIB). La dépendance du pays aux intrants importés (coton, machines) destiné au secteur du prêt à porter, ainsi que la dépendance aux importations alimentaires et à l'énergie (pétrole), dont les prix resteraient soutenus, devraient continuer à peser sur la facture d'importations du pays. Coté exportations, le ralentissement de l'activité économique en Europe et aux Etats-Unis, devraient contribuer au ralentissement des exportations du Bangladesh dans le courant de la cette année.

- **Un endettement externe public majoritairement concessionnel**

**La dette externe du pays est relativement faible et stable, autour de 19% du PIB** (en moyenne sur la période 2016 et 2021). La dette externe est majoritairement émise par le secteur public à hauteur de 77% du total en 2021. Elle est principalement détenue par les créanciers multilatéraux (53% du total en 2021) et bilatéraux (38%).

Le Bangladesh adopte en effet une approche prudente vis-à-vis de l'endettement externe, en faisant appel aux financements concessionnels plutôt qu'à la dette privée. Dans ce contexte, le coût du service de la dette externe reste relativement abordable à 0,5% du PIB en 2022 (contre 7,5% du PIB pour la dette domestique sur la même période). Le risque de surendettement du Bangladesh est par ailleurs considéré faible par le FMI. La dette externe devrait néanmoins progresser en 2023 dans un contexte de creusement des déficits.



- **Dépréciation progressive de la monnaie locale**

**Le taka a perdu près de 20% face au USD en YtD au 8 février 2023, tiré par le creusement du solde courant, malgré les interventions de la banque centrale.** Le déficit courant devrait par ailleurs rester

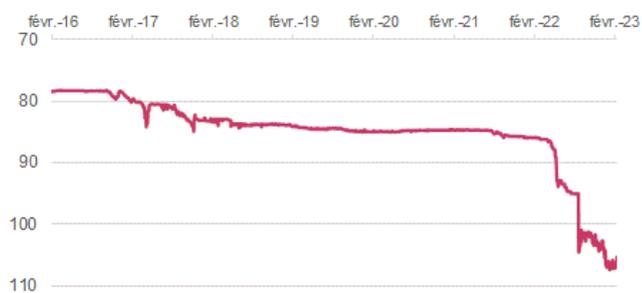
<sup>4</sup> Le Bangladesh bénéficie actuellement de 2 programmes du FMI : 3,3 Mds d'USD au titre d'une facilité élargie de crédit et 1,4 Mds d'USD au titre d'une facilité pour la résilience et la durabilité (FRD).

<sup>5</sup> Le programme prévoit une hausse des recettes de 0,5% du PIB en 2024 et en 2025 et de 0,7% du PIB en 2026.



élevé en 2023 ce qui pénaliserait l'évolution de la monnaie.

Evolution du Taka Vs USD



Source: T. Reuters

La banque centrale dispose par ailleurs de peu de latitude pour soutenir la monnaie compte tenu de la baisse constante des réserves en devises (prévues autour de 3,5 mois d'importations en 2023<sup>6</sup>). Les lignes de crédit en cours auprès du FMI devraient cependant soutenir la position externe du pays (renflouer les réserves de change notamment).

A noter cependant que la dépréciation du taka pourrait favoriser la compétitivité prix des exportations du pays, concentrées fortement sur des produits à faible valeur ajoutée (vêtements, textiles en particulier). Le volume exporté pourrait en revanche diminuer, si la demande en provenance de l'Europe et des Etats-Unis venait à baisser et ainsi limiter les entrées en devises dans le pays.

## 4. ASPECTS POLITIQUES

- Elections prévues début 2024

Les prochaines élections générales sont prévues en janvier 2024<sup>7</sup>. Le parti au pouvoir, la ligue Awami (AL), est donné favori à ce stade pour remporter un 4<sup>ème</sup> mandat et la première ministre, Sheikh Hasina, devrait être reconduite à la tête du pays. Les efforts du parti de l'opposition, le parti nationaliste du Bangladesh (BNP) pour former une alliance d'opposition avant les élections pourrait cependant constituer un défi pour la ligue Awami.

Cela est d'autant plus vrai que le risque social demeure important compte tenu de la dégradation des conditions de vie de la population face à la hausse de l'inflation et de la pauvreté post-Covid, ainsi que la précarité du marché du travail<sup>8</sup>. Pour mémoire, des manifestations avaient éclaté en août 2022 contre la hausse du prix des carburants et en décembre 2022, pour demander des nouvelles élections<sup>9</sup>.

<sup>6</sup> Les réserves représentaient 4,6 mois d'importations sur l'exercice budgétaire 2022 (5,8 mois d'importations en 2021 et 6,1 mois d'importations en 2020).

<sup>7</sup> [Bangladesh PM Announces General Elections in January 2024](https://www.voanews.com/Bangladesh-PM-Announces-General-Elections-in-January-2024) ([voanews.com](https://www.voanews.com))

L'influence des groupes islamistes radicaux est par ailleurs susceptible de peser sur l'image du gouvernement en termes de capacité à lutter contre le terrorisme.

- Des relations étroites avec l'Inde, mais peu de progrès sur les sujets de tensions

Le Bangladesh entretient des relations étroites avec son voisin, l'Inde (2<sup>ème</sup> fournisseur du pays, après la Chine) et son principal allié politique en Asie du Sud. La coopération avec l'Inde, avec laquelle le pays partage plus de 4.000 Km de frontières terrestres, tant sur le plan commercial que de lutte contre le terrorisme semble essentielle, malgré le scepticisme traditionnel du pays envers l'Inde. Le sujet de partage des eaux du fleuve Teesta ou encore l'immigration clandestine des bengalis, compromettant la sécurité des deux pays et nourrissant les crispations entre les gardes frontalières, ne présenteraient pas de progrès à ce stade. La question des réfugiés Rohingyas<sup>10</sup> de Myanmar constitue également une problématique majeure et contribuerait à exacerber les revendications identitaires (religieuses et ethniques) au Bangladesh.

Les relations avec la Chine se renforcent grâce aux divers projets d'infrastructures en cours tels que la liaison ferroviaire Padma qui devrait être achevée à l'horizon 2024. Le pays participe aussi à l'initiative chinoise des routes de la soie, bien que les projets d'infrastructures prévus (près de 10 Mds d'USD) progresseraient lentement.

A noter par ailleurs que le Japon était le plus grand donateur bilatéral du Bangladesh en 2022 et qu'un certain optimisme des investisseurs japonais quant au potentiel commercial du pays semble se dessiner. Selon EIU, le nombre d'entreprises japonaises opérant dans ce pays a quadruplé depuis 2010.

- Des faiblesses en matière de gouvernance

Le Bangladesh occupait la 168<sup>ème</sup> place sur 190 pays en matière d'environnement des affaires, selon la Banque Mondiale (Doing Business 2020). Le pays était particulièrement mal noté en matière d'exécution de contrats et sur les procédures d'insolvabilité, mais plutôt bien classé en termes de protection des investisseurs minoritaires. Le pays demeure par ailleurs assez mal classé en termes de corruption. Selon Transparency International, le Bangladesh a perdu quelques places au classement et se positionne désormais à la 147<sup>ème</sup> place sur 180 pays. Les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale soulignent également quelques faiblesses notamment en matière d'efficacité du gouvernement et de qualité de la réglementation

<sup>8</sup> Le marché du travail informel au Bangladesh représenterait plus de 85% de la part de l'emploi local.

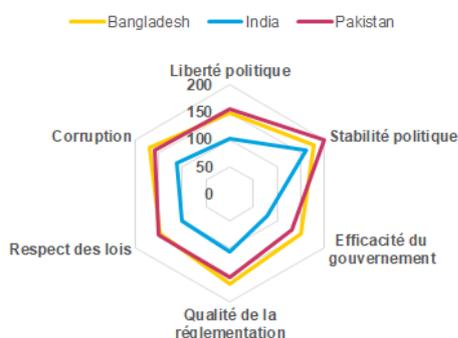
<sup>9</sup> [Au Bangladesh, l'opposition manifeste dans la capitale pour réclamer la destitution du gouvernement](https://www.lemonde.fr/Au-Bangladesh-l-opposition-manifeste-dans-la-capitale-pour-reclamer-la-destitution-du-gouvernement) ([lemonde.fr](https://www.lemonde.fr))

<sup>10</sup> Ethnie musulmane minoritaire, qui serait en conflit avec la majorité bouddhiste au Myanmar.

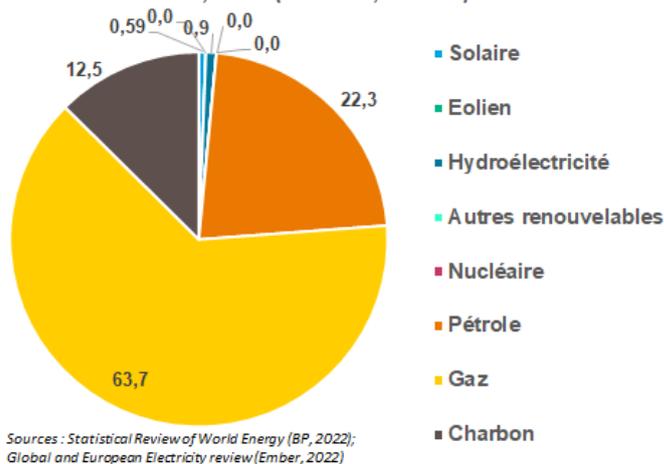


comparés à un pays comme l'Inde, mais aussi le Pakistan.

Indicateurs Banque mondiale 2021, Rang (214 pays)



Bangladesh : production d'électricité par sources, en % (2021=76,54 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

## 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Bangladesh est très vulnérable aux catastrophes naturelles (inondations, sécheresses...). Selon le FMI, des dépenses d'investissements comprises entre 3% et 4% du PIB par an seraient nécessaires pour atténuer les impacts liés au changement climatique. Le pays dispose d'un accès aux ressources disponibles du Green Climate Fund (GCF<sup>11</sup>), Least Developed Countries Fund (LDCF<sup>20</sup>), ainsi que d'autres fonds bilatéraux et multilatéraux. Les ressources financières externes seraient cependant faibles comparés aux besoins du pays.

Le Bangladesh se positionnerait à la 123ème place sur 145 pays en termes d'émissions de CO2 par habitant. La production d'électricité via les centrales à gaz constitue la principale source d'émissions dans le pays (Cf. graphique ci-dessous). Le pays met cependant de plus en plus l'accent sur les énergies renouvelables (centrales éoliennes et solaires). Le pays a aussi installé plus de 6 millions de systèmes solaires domestiques dans des zones non couvertes par le réseau de distribution d'électricité<sup>12</sup>.

Le Bangladesh est par ailleurs signataire des accords de Paris et s'est engagé à mener des actions en faveur du climat. Le pays prévoit notamment de réduire de 5% à 15% ses émissions de CO2 à l'horizon 2030, sous réserve d'un soutien financier externe.

En 2018, le gouvernement a adopté le « Bangladesh Delta Plan 2100 ». Il s'agit d'un plan stratégique sur 100 ans visant à assurer la sécurité hydrique et alimentaire à long terme, la croissance économique et la durabilité environnementale en réduisant la vulnérabilité du pays face aux catastrophes naturelles, ainsi qu'à renforcer la résilience au changement climatique.

<sup>11</sup> Les fonds GCF, ainsi que le LDCF ont été créés pour aider les pays en développement et moins avancés à financer des projets, des programmes, des politiques de développement durable.

<sup>12</sup> L'Etat aurait aussi distribué près de 4,5 millions de cuisinières améliorées dans les zones rurales à travers le pays.



## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

**Baptiste Thornary** Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

**Anne-Sophie Fèvre** Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie as.fevre@bpifrance.fr  
**Adriana Meyer** Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est adriana.meyer@bpifrance.fr  
**Victor Lequillier** MENA, Turquie, Chine, ASEAN victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

**Sabrina El Kasmi** Responsable /Global trends, Pays développés, pétrole sabrina.elkasmi@bpifrance.fr  
**Laetitia Morin** Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME laetitia.morin@bpifrance.fr  
**Thomas Laboureau** Macroéconomie France, conjoncture ETI Thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.